



**Anne Cova Féminismes et néo-malthusianismes sous la
IIIe République. La liberté de la maternité Paris,
L'Harmattan, 2011, 298 p.**

Fanny Bugnon

► **To cite this version:**

Fanny Bugnon. Anne Cova Féminismes et néo-malthusianismes sous la IIIe République. La liberté de la maternité Paris, L'Harmattan, 2011, 298 p.. Annales. Histoire, Sciences sociales, 2012, 67 (3), pp.794-797. halshs-00749315

HAL Id: halshs-00749315

<https://shs.hal.science/halshs-00749315>

Submitted on 1 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anne Cova, *Féminismes et néo-malthusianismes sous la III^e République. La liberté de la maternité*, Paris, L'Harmattan, 2011, 298 p.

Fanny BUGNON

L'ambition d'Anne Cova, dans la version remaniée de sa thèse, est de mettre en lumière la palette des convergences et des tensions entre deux groupes partisans d'une transformation sociale de la place des femmes et des rapports entre les sexes en France : les féministes et les néo-malthusiens, au cours d'une période marquée à la fois par l'essor du féminisme et la volonté institutionnelle manifeste du contrôle des corps et des sexualités. A. Cova plaide en effet pour « une relecture des féminismes et des néo-malthusianismes » (p. 9), dont les analyses et les activités convergent autour du thème commun de la maternité. Le sous-titre du livre, emprunté à Nelly Roussel (1878-1922), figure féministe néo-malthusienne emblématique, met en évidence le cœur d'un débat qui traverse près de cinq décennies : celui, pour les femmes, de choisir d'être ou de ne pas être mère, s'inscrivant ainsi dans le sillon creusé par Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin¹. Pour ce faire, A. Cova mobilise un corpus varié, constitué à partir d'archives privées de militantes, de fonds documentaires et de périodiques, qui donne à voir les arguments développés autour de la maternité choisie, associée à la fois au bien-être social, à la liberté des femmes et à la liberté sexuelle. Des thèmes développés au sein d'une nébuleuse d'associations, de périodiques et de brochures, de conférences, couplés à la diffusion de matériel contraceptif, non sans obstacles.

A. Cova pose dans un premier temps les termes du débat à la fin du XIX^e siècle, polarisés autour de la thématique de la dégénérescence. La figure maternelle concentre toute l'attention, puisque « la mère fait la race » (p. 22). Responsable de l'état de la famille et de la nation, elle doit être protégée, au même titre que les enfants. L'eugénisme s'impose alors dans le débat, saisi aussi bien par les « repopulateurs », hantés par la crainte de la dépopulation et, son corollaire, l'affaiblissement national, que par les néo-malthusiens, partisans d'une fécondité maîtrisée. Ces derniers, issus des mouvements libertaires, affirment la nécessité de dissocier sexualité et procréation. Cette opposition idéologique donne lieu à la création d'associations et de ligues à partir de 1896 : l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française et la Ligue pour la régénération humaine.

En parlant ouvertement de sexualité, les néo-malthusiens, emmenés par Paul Robin, brisent un tabou, se jouant de la morale religieuse et des conventions sociales. La question sexuelle précipite la rencontre avec l'aile radicale du féminisme, incarnée notamment par Nelly Roussel et Madeleine Pelletier, qui partagent la posture athée des néo-malthusiens, la critique du capitalisme et de la guerre, l'intérêt pour la rationalité médicale et scientifique. Les féministes néo-malthusiennes, souvent franc-maçonnnes, occupent une place marginale au sein d'un paysage féministe éclaté en plusieurs tendances, réduit par les néo-malthusiens, issus du

¹ Roger-Henri GUERRAND, *La libre maternité, 1896-1969*, Tournai, Casterman, 1971, et Francis RONSIN, *La grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France, XIX^e - XX^e siècles*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980.

mouvement ouvrier, à ses positions réformistes et au combat suffragiste, qualifié de « bourgeois ». Si les tensions entre féminisme et néo-malthusianisme sont manifestes, A. Cova souligne cependant que la question de la maternité suscite des intérêts convergents.

Choisir d'être mère (ou pas) occupe ainsi les débats dans les premières années du XX^e siècle, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Marqués par une analyse de classes, les néo-malthusiens s'adressent en premier lieu aux femmes des milieux populaires, liant progéniture nombreuse, pauvreté et exploitation économique, et préconisent la « prudence procréatrice » (p. 43). Une prudence que les repopulateurs observent d'ailleurs, puisque la plupart d'entre eux ne sont pas à la tête de familles nombreuses. Ils sont en cela rejoints par des féministes radicales et soutenus par des médecins. Roussel apparaît comme la représentante infatigable d'un combat dans lequel elle lie malthusianisme, féminisme, pacifisme et socialisme. Multipliant les conférences, elle revendique pour les femmes le « droit de disposer de nos flancs » (p. 63), insistant, comme Pelletier, médecin, sur l'épreuve physique que constitue la grossesse et les difficultés socio-économiques posées par les charges familiales. Elles partagent avec les autres féministes la critique du Code civil, qui considère les femmes mariées comme des mineures, et s'accordent sur la nécessité de fournir davantage de soutien, sous des formes diverses, aux mères, tout en analysant différemment le rôle social de la maternité.

Mais le dialogue demeure difficile entre ces deux tendances minoritaires dont les vues divergent en partie, aussi bien sur le plan stratégique qu'idéologique. Les néo-malthusiens reprochent aux féministes leurs positions réformistes (revendication des droits civils et politiques), quand ces dernières critiquent une analyse centrée autour de la question sexuelle. Des tensions se font également jour durant la Première Guerre mondiale au sein des féministes, dont l'immense majorité se rallie à l'Union sacrée décrétée au lendemain du début du conflit, alors que quelques radicales affirment leur pacifisme, à l'image de Madeleine Vernet ou d'Hélène Brion. Cette dernière indique en ce sens, au cours de son procès devant le conseil de guerre qui la condamne à trois ans de prison en 1918 : « c'est par féminisme que je suis ennemie de la guerre » (p. 117).

La remise en ordre opérée à la fin du conflit concerne également la sexualité, puisque la guerre, et la saignée humaine qu'elle a occasionnée, sont prétexte au vote de la loi du 31 juillet 1920 visant « à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité » (p. 129). Dès lors, l'avortement et la propagande anticonceptionnelle sont assimilés à des crimes passibles de peines allant jusqu'à trois ans de prison. L'interdiction de toute publicité relative à la limitation des naissances plonge les néo-malthusiens dans la clandestinité. La loi fait débat au sein des féministes, particulièrement divisées sur la question de l'avortement, même si elles préfèrent globalement la prévention à la répression. Craignant la mansuétude des jurys populaires, les repopulateurs continuent de faire pression sur les politiques et obtiennent, en mars 1923, la correctionnalisation de l'avortement. En dépit de ces lois – « scélérates » aux yeux des néo-malthusiens –, la démographie ne s'inverse pas et les idées néo-malthusiennes poursuivent leur diffusion. En 1928, éclate l'affaire Henriette Alquier. Cette institutrice féministe et communiste est poursuivie par avoir dénoncé la misère des maternités subies par les ouvrières. La publication de l'article « La maternité, fonction sociale » tombe en effet sous le coup de la loi de 1923. Les poursuites engagées sont l'occasion d'un rapprochement entre féministes et néo-malthusiens. Le verdict d'acquittement provoque un

regain d'activité chez ces derniers, emmenés notamment par Eugène et Jeanne Humbert, et Berthie Albrecht.

Les années 1930 voient la création de nouveaux périodiques, reflétant les positions de la nouvelle Ligue mondiale pour la réforme sexuelle (1928). « La maternité, fonction sociale » constitue le cœur de l'argumentaire. Si les repopulateurs valorisent la puériculture pour soutenir la natalité, leurs opposants s'élèvent contre les « mères lapines » – Jeanne Humbert aspire à ce que les femmes ne soient « plus mères animalement mais humainement » (p. 206) – et misent sur l'eugénisme, ouvrant le débat sur la stérilisation et se livrant à une bataille de chiffres. Les tensions demeurent vives au sein du mouvement féministe, ainsi qu'entre féministes et néo-malthusiens, d'autant que l'espoir de voir le Front populaire revenir sur les « lois scélérates », en raison des prises de position antérieures de Léon Blum, est rapidement déçu. Cette déception est précédée de tensions avec les communistes qui, après avoir souscrit – au moins en partie – aux idées néo-malthusiennes, s'alignent sur la position soviétique interdisant l'avortement et « dénonçant la doctrine néo-malthusienne comme réactionnaire et petite bourgeoise » (p. 236). La présence d'une féministe de renom au gouvernement, Cécile Brunschvicg, n'y change rien, jusqu'à la promulgation du code de la famille en juillet 1939, qui accentue les dispositions légales déjà en vigueur.

La maternité librement consentie, qu'elle soit défendue par des féministes ou des néo-malthusiens, apparaît donc comme un combat marginal et avant-gardiste qui fut bien souvent celui d'une vie, à l'image de Pelletier, féministe radicale, médecin, poursuivie pour avoir pratiqué des avortements et internée, en 1939, sans autre forme de procès. Si les nombreuses poursuites, l'assimilation à la pornographie et le durcissement répressif ont contribué aux divergences entre féministes et néo-malthusiens, les deux mouvements n'ont cependant cessé de dialoguer. A. Cova souligne leurs contributions dans la transformation de la sexualité en une question politique. Si l'on peut regretter certaines carences bibliographiques, et les répétitions qui alourdissent le texte, l'ouvrage d'A. Cova n'en demeure pas moins précieux tant il constitue une immersion dans des débats qui permettent de saisir convergences et conflits entre deux mouvements partisans du progrès social.